

[Texte]

avons été consultés par le biais de nos amis du *Retail Council of Canada*. Nous avons soumis nos doléances au gouvernement. Nous n'avons pas eu de réponse à nos doléances écrites ou autres et, tout à coup, le Livre blanc est arrivé avec cet énorme cadeau qu'est le transfert de la taxe du niveau des manufacturiers à celui des grossistes. Nous avons donc toutes les raisons au monde de demander une certaine consultation. Ceci n'est qu'un exemple.

M. Garneau: Vous dites que la taxe de vente doit être visible. Également, vous êtes en faveur d'une taxe à différents niveaux, qui soit fédérale et provinciale. Vous voulez également que le gouvernement ne taxe pas la nourriture, ce sur quoi je suis bien d'accord. D'après vous, si le gouvernement établissait sa taxe de vente généralisée, faudrait-il qu'il le fasse au moyen d'une taxe à la valeur ajoutée?

M. Auger: Pas nécessairement. Nous croyons que la nourriture de base doit être *zero-based*.

M. Garneau: Comment définissez-vous la nourriture de base?

M. Auger: On n'a pas donné de définition complète de la nourriture de base, mais on a donné certains exemples afin d'illustrer notre pensée. Nous croyons qu'elle devrait être définie de concert avec les gouvernements, car les provinces seront sans doute intéressées, et qu'elle devrait être définie par exceptions. Elle devrait comprendre à peu près tout ce que l'humain peut consommer, sauf tels articles. Ces articles, on devrait les définir de concert avec les gouvernements. On est prêts à aider le gouvernement dans ce travail.

M. Garneau: Dans la mesure où le gouvernement fait des exemptions, la seule façon possible de le faire, au point de vue administratif, serait la taxe à la valeur ajoutée. Si on opte plutôt pour la taxe de transfert, la *business transfer tax*, la simplification administrative doit pratiquement être compensée par l'absence d'exemptions. Si on opte pour les exemptions, et là je suis d'accord avec vous, et si on veut qu'elles soient visibles, il faut qu'elles apparaissent sur les factures. Il faudrait donc établir une taxe à la valeur ajoutée au lieu d'une taxe de transfert comme il avait d'abord été proposé.

M. Auger: Parfois je me perds un peu dans le domaine de la terminologie technique. On veut que la taxe soit du niveau zéro et que l'on puisse déduire les taxes qui ont été imposées à d'autres niveaux dans la chaîne de distribution, afin qu'il n'y ait vraiment aucune taxe sur l'alimentation, à partir du début jusqu'au consommateur.

M. Garneau: Dans votre définition de la nourriture de base, incluez-vous tous les produits usinés et transformés comme la boîte de tomates ou incluez-vous seulement le lait, le pain, le beurre, la viande?

M. Auger: Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, je crois que cela devrait comprendre tout ce qui est disponible pour la consommation humaine, avec un petit nombre d'exceptions qui seraient définies en fonction de consultations entre nous et d'autres industries et les

[Traduction]

friends in the Retail Council of Canada. We submitted our grievances to the government. We had no response to our written or other grievances, and all of a sudden the white paper came, with this tremendous gift of transferring the tax from the manufacturing to the wholesale level. So we have every reason in the world to ask for some consultation. This is just one example.

Mr. Garneau: You say that the sales tax must be visible. Also you are in favour of a tax at different levels, federal and provincial. You also do not want the government to tax food, either, and on that point I quite agree with you. In your opinion, if the government set up a comprehensive sales tax, should it be done through a value-added tax?

Mr. Auger: Not necessarily. We believe that basic food items should be zero-based.

Mr. Garneau: How do you define basic food items?

Mr. Auger: We have not given a complete definition of basic food items, but we have given some examples to illustrate our thinking. We believe that it should be defined in co-operation with the governments, because the provinces will no doubt be interested, and that it should be defined through exceptions. It should include almost everything that people can consume, except for some items that would be defined in co-operation with the governments. We are ready to help the government in this task.

Mr. Garneau: If the government does make exemptions, the only possible way to do so administratively would be the value-added tax. If the business transfer tax is preferred, administrative simplicity must in practice be offset by the lack of exemptions. If you want exemptions—and I agree with you on that—and you want them to be visible, they must appear on the bills. So a value-added tax must be established instead of a transfer tax as was proposed initially.

Mr. Auger: Sometimes I get a little lost in technical terminology. We want the tax to be at a zero level and the taxes imposed at other levels in the distribution chain to be deductible, so that there really is no tax on food, from the beginning right to the consumer.

Mr. Garneau: In your definition of basic food items, do you include all processed and treated products, like canned tomatoes, or do you include only milk, bread, butter, meat?

Mr. Auger: As I was just telling you, I think it should include everything available for human consumption, with a few exceptions that would be defined in consultations between us and other industries and the governments. All this could be simplified and what is now